

QUESTION

26 JUIN 2015

DE DÉVELOPPEMENT

SYNTHÈSES DES ÉTUDES ET RECHERCHES DE L'AFD

UNE ANALYSE DE
36 ENQUÊTES NATIONALES
ET URBAINES
EN AFRIQUE DE L'OUEST,
AU CAMEROUN ET AU TCHAD

Une autoproduction qui représente désormais moins de la moitié de la consommation et donc un système alimentaire largement dépendant du marché, y compris en milieu rural ; une importance considérable du marché intérieur par rapport aux marchés d'exportation pour les produits alimentaires ; des marchés urbains et ruraux devenus quasi équivalents en taille économique et qui constituent donc des débouchés importants pour l'agriculture locale ; des céréales qui ne représentent que moins de la moitié de la consommation alimentaire en valeur : ce sont les enseignements essentiels d'une analyse menée à partir des enquêtes nationales sur la consommation des ménages en Afrique de l'Ouest, au Cameroun et au Tchad entre 2001 et 2011.

<http://bibrairie.afd.fr/titres/?terms=1085>

Les profondes mutations des consommations alimentaires en Afrique

Pour renseigner les situations de sécurité alimentaire, de nombreux efforts ont été fournis ces dernières années pour améliorer des statistiques de production et de prix alimentaires, en particulier sur les céréales, compte tenu de leur importance dans la ration calorique. Moins d'efforts ont été consacrés, en revanche, à la mesure de la consommation et à la compréhension des pratiques et représentations alimentaires. Pourtant, tous les pays mènent des enquêtes nationales sur la consommation des ménages (ENCM) afin de construire des indicateurs macroéconomiques. Les données, qu'accumulent les instituts nationaux de statistiques, constituent une ressource précieuse pour l'élaboration et le suivi de politiques alimentaires. Le Cirad et Afristat, en collaboration avec l'AFD¹, ont entrepris de montrer l'intérêt de la valorisation de ces données.

MÉTHODOLOGIE

Ces données sont issues du traitement de 36 ENCM conduites dans les pays d'Afrique de l'Ouest, au Cameroun et au Tchad entre 2001 et 2011 sur un total de plus de 230 000 ménages. Les bases de données ont été constituées soit par les Instituts nationaux de statistiques (INS) qui ont collaboré à la recherche, soit par la Banque mondiale. Un important travail de codification a été réalisé pour harmoniser les nomenclatures des aliments consommés et pouvoir identifier leur origine locale ou importée.

Toutes ces enquêtes n'ayant pas été faites la même année, avec le même objectif et avec les mêmes méthodes de recueil et de traitement des données, leur comparaison est difficile, surtout entre deux années pour un même pays. Mais la juxtaposition des résultats de ces enquêtes permet de dresser une image à grand traits de la consommation alimentaire et des différences observées liées à l'urbanisation et au niveau de vie économique. Par consommation est entendue la somme de l'autoproduction alimentaire des ménages, des dons et transferts non marchands reçus par le ménage et de ses achats. Par marché est entendue la somme des seuls achats. La définition du milieu urbain est propre à chaque pays et n'est pas harmonisée.

¹ Cette étude, menée en collaboration avec l'AFD, a reçu le soutien financier de la Banque africaine de développement et de la Commission européenne au travers du projet FP7/2007-2011 n°290693 FOODSECURE. Elle a mobilisé les Instituts nationaux de statistique du Bénin, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal, du Tchad et du Togo.

Le marché est devenu dominant dans la consommation alimentaire, y compris en zone rurale

À l'échelle nationale, les achats représentent entre les deux tiers et plus de 90 % de la consommation alimentaire selon les pays. La part du marché dans la consommation est, bien sûr, très importante en ville : elle dépasse 80 % de la valeur de la consommation dans les villes secondaires et 90 % dans les villes principales. Plus surprenante est la part désormais dominante des approvisionnements marchands dans la consommation alimentaire des ruraux. L'autoproduction représente désormais moins de la moitié de la valeur économique de ce qui est consommé. On est donc loin d'une situation ancienne où l'alimentation des ruraux était essentiellement assurée par leur propre production. Le système alimentaire est désormais largement monétarisé. Ceci signifie que les ménages, y compris les ruraux, sont devenus très largement dépendants des prix, et pas seulement des niveaux de leur production agricole, pour leur approvisionnement alimentaire.

Une telle situation peut s'expliquer par deux phénomènes. Tout d'abord, (i) le milieu rural ne se réduit pas à des familles d'agriculteurs : il comprend la population de bourgs, voire de petites villes (au Nigeria, la population rurale vit dans des agglomérations allant jusqu'à 20 000 habitants) et, par conséquent, une population vivant d'activités non agricoles (artisanat agroalimentaire, artisanat de construction, réparation, commerce, transport, éducation santé, services, etc.) qui recourt au marché pour s'approvisionner. Par ailleurs, (ii) les agriculteurs vendent

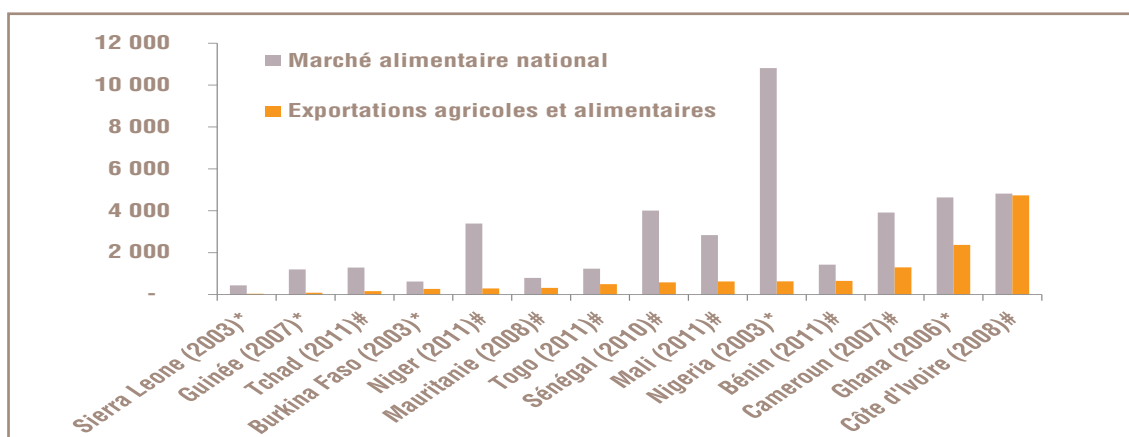
une partie de leur production, que celle-ci soit destinée au marché international ou au marché intérieur. Nombre de ruraux bénéficient, de plus, de transferts sociaux de la part de membres de leurs famille émigrés en ville ou à l'étranger (Losch *et al.*, 2012). Avec ces revenus et ces transferts, les ruraux achètent la majeure partie en valeur de leur nourriture.

Cette part élevée du marché dans la consommation alimentaire des ruraux a une conséquence importante : même s'ils ont davantage de possibilités de recours à l'autoproduction que les citadins, ils sont désormais largement sensibles aux variations de prix des aliments sur les marchés. Les hausses de prix à la consommation, si celles-ci sont supérieures aux hausses de prix à la production, ont une incidence forte sur leur sécurité alimentaire, compte tenu de la faiblesse de leur pouvoir d'achat (comparée à celle des urbains). De ce fait, les problématiques de sécurité alimentaire des urbains et des ruraux tendent à se rapprocher avec le rôle croissant du marché et des prix dans ces problématiques.

Le marché alimentaire intérieur toujours plus important en valeur que les exportations agricoles

Si l'on convertit la valeur du marché intérieur en dollars selon le taux de change moyen annuel de l'année de l'enquête, on peut la comparer à celle des exportations des produits agricoles et alimentaires. En valeur économique, les marchés alimentaires intérieurs sont, pour tous les pays (y compris les gros exportateurs de produits agricoles

GRAPHIQUE 1. VALEURS DES MARCHÉS ALIMENTAIRES NATIONAUX ET DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES (EN MILLIONS USD) Les données d'enquêtes nationales fournies par les INS sont indiquées par # et celles fournies par la Banque mondiale par *. Les chiffres entre parenthèses correspondent aux années des enquêtes.



Sources : base de données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) pour les valeurs des exportations, données ENCM pour les marchés alimentaires.

2/3 A L'ÉCHELLE NATIONALE, PLUS DES DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EST ACHETÉ

comme la Côte-d'Ivoire ou le Cameroun), nettement plus importants que les marchés à l'exportation (graphique 1).

Un tel résultat signifie que, pour les producteurs agricoles de la région, les débouchés commerciaux que représentent potentiellement les marchés intérieurs de leur pays sont nettement supérieurs aux marchés internationaux. Même s'ils ne génèrent pas de devises, les marchés intérieurs se développent sur la base d'une multiplication d'activités, souvent à petite échelle, non seulement de production agricole mais aussi de transport, de stockage, de transformation, de distribution et de restauration, et de fourniture de consommations intermédiaires (énergie, équipement, emballage, services). Ces activités sont majoritairement tenues par les femmes et souvent confondues avec des activités agricoles ou domestiques. Elles sont peu reconnues par les pouvoirs publics : cet « informel de l'informel » bénéficie très peu de formations, de crédit, de conseil et d'une législation adaptée, malgré le véritable rôle qu'il joue dans la création d'emplois et la sécurité alimentaire (Broutin et Bricas, 2006).

Le marché alimentaire intérieur n'est plus seulement urbain. Le marché rural est désormais loin d'être négligeable et pèse pour près de la moitié dans le marché alimentaire national. Il faut donc s'affranchir d'une autre ancienne représentation qui considérait que le marché alimentaire intérieur était essentiellement urbain et que l'enjeu, pour les agricultures locales, était d'abord de reconquérir ce marché. Il est désormais nécessaire de porter plus d'attention aux marchés ruraux, tant comme enjeu pour les agriculteurs qui y écoulent leur production

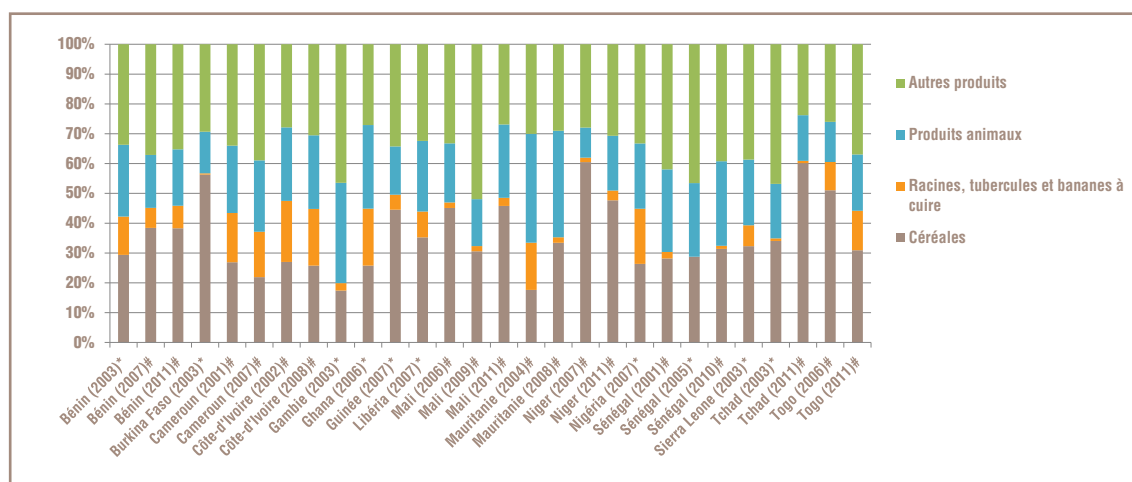
que pour les consommateurs qui s'y approvisionnent. Le marché intérieur, urbain comme rural, est donc le principal moteur de développement agricole.

La question alimentaire ne peut plus se limiter aux céréales, qui représentent moins de la moitié en valeur de la consommation alimentaire.

Les valeurs économiques des consommations des produits alimentaires destinés à un usage à domicile peuvent être regroupées en trois grands postes :

- le premier est constitué des produits de base amyliques (riches en amidon) et fournissant une part importante de l'énergie : céréales (mil, sorgho, maïs, riz, blé, fonio) et racines, tubercules et bananes (manioc, igname, patate douce, pomme de terre, taro et macabo, plantains). A l'échelle nationale, ces produits représentent environ 40 à 50 % de la valeur économique de la consommation alimentaire (graphique 2) ;
- le deuxième est constitué des produits animaux : viandes, poissons et produits aquatiques, produits laitiers et œufs. Ils représentent environ 15 à 30 %, selon les pays, de la consommation ;
- le troisième est constitué des autres produits qui comprennent les produits de sauce (légumes, huiles, légumineuses, noix), les produits sucrés (sucre, fruits et boissons non alcoolisées) et les produits achetés à l'extérieur mais consommés à domicile. Ils représentent entre 30 et 40 % de la consommation.

GRAPHIQUE 2. RÉPARTITION DE LA VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE PAR GRANDS GROUPES DE PRODUITS (EN % DE LA VALEUR ÉCONOMIQUE DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE TOTALE) Les données d'enquêtes nationales fournies par les INS sont indiquées par # et celles fournies par la Banque mondiale par *. Les chiffres entre parenthèses correspondent aux années des enquêtes.



Sources : données ENCM

AUTEURS

Nicolas BRICAS
 Chercheur, socio-économiste de l'alimentation au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) à Montpellier

Claude TCHAMDA
 Economiste, statisticien à Afristat à Bamako (Mali)

COORDINATION

Florence MOUTON
 Chargée de recherche sécurité alimentaire au sein de la division Recherche et développement de l'AFD



Alors que les débats sur la sécurité alimentaire sont souvent focalisés sur les seules céréales, ces produits ne représentent que moins de la moitié de la consommation alimentaire, si l'on considère les consommations urbaines et rurales. Du point de vue nutritionnel, les céréales apportent cependant près des deux tiers de l'apport calorique. L'autre grosse moitié que constituent les produits animaux et les autres produits représente un enjeu important pour le développement agricole. En effet, pour les agriculteurs, les débouchés que constitue leur consommation sont plus importants que ceux des céréales compte tenu de la part croissante du marché dans le système alimentaire. De plus, l'enjeu nutritionnel de ces autres produits est crucial dans un contexte où la malnutrition protéino-énergétique est désormais plus rare, se rencontrant surtout en situations de crises et de conflits. Les principaux enjeux nutritionnels sont aujourd'hui la

réduction des malnutritions chroniques causées par les carences en micronutriments (anémie ferriprive, carences en vitamine A, en zinc, en iode). Nombre de ces produits apportent en effet des nutriments essentiels comme le fer, la vitamine A, les fibres, etc. qui continuent de manquer dans les régimes alimentaires, même si ceux-ci apportent suffisamment, voire trop, de calories. Les nouvelles pathologies nutritionnelles de pléthore (obésité, diabète, maladies cardiovasculaires) sont d'ailleurs devenues un problème de santé publique, en particulier en ville : dans la région étudiée, la prévalence du surpoids en moyenne pondérée par la population de chaque pays était de 26,8 % et celle de l'obésité de 6,7 % en 2008, selon les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette nouvelle situation remet en cause la vision d'une nutrition réduite à la seule question des apports énergétiques. ■

L'ÉVOLUTION DU SYSTÈME ALIMENTAIRE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Le système alimentaire de l'Afrique de l'Ouest s'est modifié ces dernières décennies, certainement plus rapidement que les représentations de nombre d'observateurs...

Le marché domine dans les approvisionnements des ménages. Il est, en valeur, désormais nettement plus important que les débouchés offerts par les marchés internationaux. Il se diversifie, comme l'alimentation, avec un poids décroissant des questions d'apport énergétique, et l'augmentation de nouvelles préoccupations nutritionnelles qui réduisent l'enjeu des céréales et augmentent celui des autres aliments. Un tel constat milite pour un réinvestissement de la recherche et des statistiques dans la connaissance et la compréhension de la consommation et des pratiques et représentations alimentaires. L'enjeu est à la fois nutritionnel et économique, lié au développement des activités d'intermédiation entre producteurs et consommateurs (transformation, commerce, etc.). Ce développement s'effectue dans un contexte de grande méconnaissance du marché : si les données des ENCM constituent un gisement d'informations utiles aux politiques alimentaires, elles demeurent trop peu exploitées. Mais l'enjeu des changements alimentaires est également social et culturel. En effet, l'alimentation est un support fondamental de l'interaction sociale et de l'identité, et l'enjeu de son évolution ne se limite pas à la satisfaction des besoins biologiques : il concerne plus largement la construction même de la société. Rendre compte des changements rapides à l'œuvre dans ce domaine nécessite donc une approche pluridisciplinaire de l'alimentation.

● RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES ●

BROUTIN C. ET N. BRICAS (2006), *Agroalimentaire et lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne : le rôle des micro et petites entreprises*, Éditions du Gret, Paris

LOSCH B., S. FRÉQUIN-GRESH ET E.T. WHITE (2012), *Structural Transformation and Rural Change Revisited, Challenges for Late Developing in Globalizing World*, AFD et Banque mondiale, Paris et Washington, D.C.

QUESTION DE DÉVELOPPEMENT est une publication de la direction exécutive des Études et recherches de l'AFD qui présente les synthèses des études, évaluations et recherches initiées ou soutenues par l'AFD. Cette série a pour objectif de résumer le questionnement, la démarche, les enseignements et les perspectives de l'étude présentée. Elle vise à ouvrir de nouvelles pistes d'action et de réflexions. Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD ou de ses institutions partenaires.

Directrice de la publication : Anne PAUGAM . Directeur de la rédaction : Gaël GIRAUD . Agence Française de Développement : 5, rue Roland Barthes - 75598 Paris Cedex 12 .

Dépôt légal : Juin 2015 . ISSN 2271-7404 . Conception : **NOISE** . Réalisation : Elsa MURAT